

Les ingénieurs de génie rural s'engagent à accompagner davantage le Minader



Photo de famille

■ *Le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présidé le samedi 13 janvier 2024, la cérémonie d'ouverture de la sixième assemblée générale ordinaire de l'Ordre national des ingénieurs de génie rural. C'était au sein du campus de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics.*

Le génie rural joue un rôle central dans le développement de l'agriculture en ce qui concerne les sciences et techniques au service de l'amélioration de la production agricole. Cette science-technique fait partie des disciplines enseignées dans les écoles d'ingénieurs agricoles et agronomiques. C'est également un service de l'administration agricole. Dans son discours, le Minader a rappelé l'utilité d'un meilleur encadrement de l'Ordre, afin que l'essentiel des acteurs de ce secteur

puissent se réunir au sein de l'association. Ceci d'autant plus, que les ingénieurs du génie rural jouent un rôle important dans l'amélioration des capacités de l'agriculture camerounaise. Ils accompagnent les projets de l'Etat, dans le secteur agricole et dans les autres secteurs, dans l'inventaire et la gestion des ressources en eau ; l'alimentation en eau potable et l'assainissement ; l'irrigation et le drainage ; le machinisme agricole ; l'aménagement et l'équipement des espaces ; la conservation et la transformation des produits agro-pastoraux et halieutiques ; la protection de l'environnement et le développement rural.

Dans son mot de circonstance, Philippe Mbesse Bolomiki, président du conseil de l'Ordre a tenu à dénoncer l'utilisation par certaines administrations d'ingénieurs ne s'étant pas fait enregistrés au tableau de l'Ordre, ceci en mépris de la loi. Il s'appuie pour le préciser sur la loi N°2005/002 du 28 avril 2005 loi N°2005/002 du 28 avril 2005 fixant l'organisation et les modalités d'exercice du métier

d'ingénieur de génie rural en République du Cameroun qui stipule en son article 19 que : « nul ne peut exercer la profession d'ingénieur rural au Cameroun s'il n'est inscrit au tableau de l'Ordre ». Il ajoute pour compléter, que « les actes posés par un ingénieur non inscrit au tableau de l'Ordre sont nuls ».

Remerciant les ingénieurs pour leur accompagnement permanent du Minader, le ministre Gabriel Mbairrobe a précisé à leur endroit que davantage de contrôles seront désormais faits en action avec l'Ordre, pour s'assurer de la légalité des dossiers des ingénieurs de génie rural travaillant avec les Projets et Programmes du ministère. Le Minader l'a rappelé, leur action sera déterminante dans la réussite de plusieurs Projets à l'instar de celui de l'installation des producteurs dans la plaine centrale, de Viva Logone, Viva Bénoué, du PADFA II et bien d'autres.

Durant cette assemblée, plusieurs ingénieurs récemment admis au tableau de l'ordre ont prêté serment sur l'honneur.

Yvan Njuplong

Workshop to Examine, Validate Technical Document on Cotton Strategy For 2024-2030

■ Stakeholders in the Cotton sector have examined and validated a technical document on the cotton strategy for the period 2024-2030.



This outcome stems from a two-day workshop that took place in Garoua on October 30. The workshop was chaired by Gabriel Mbairrobe, the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER).

During the workshop, Minister Mbairrobe emphasized that the National Development Strategy (SND30) identifies cotton as one of the priorities agro-industrial development sectors in our country. The government aims to achieve a production target of 400,000 tons of seed cotton by 2025 and 600,000 tons by 2030, with the goal of increasing the industrial processing of local fiber to at least 50 percent by 2030.

Furthermore, Minister Mbairrobe highlighted that the process of updating the current strategy began

with an assessment of the previous strategy's implementation, which covered the period 2015-2020. The assessment revealed mixed results in terms of reaching targets, a renewed focus on cotton exports between 2016 and 2020, and job opportunities associated with the cotton value chain that primarily benefit rural areas.

While acknowledging that the country may face challenges in achieving its ambitions, Minister Mbairrobe pointed out that certain indicators, such as production, have achieved a realization rate of over 80 percent by the end of the current strategy. However, other indicators, like the processing rate, remain very low and have even regressed.

The Minister emphasized that the sustainable development strategy for the cotton sector from 2024 to

2030 must serve as a framework for guiding interventions and aligning resources with the priorities of various stakeholders. This strategy should be consistent with the SND30, the SDSR/PNIA 2020-2030, and the Plan Directeur d'Industrialisation (PDI). Its objective is to position the cotton sector as a significant driver of wealth and job creation, contributing to the emergence of Cameroon by 2035. Additionally, the strategy must take into account challenges such as climate change.

Cameroon is the fifth largest cotton-producing country in sub-Saharan Africa and cotton holds vital importance, particularly for the economy of the northern regions. The sector provides employment to approximately 475,000 people.

Heris Nange

Guichet de transition agroécologique

Le Minader invite les acteurs du mécanisme à faire un relai efficace auprès des producteurs

■ Gabriel Mbaïrobe l'a martelé le mardi 26 septembre 2023, en ouverture de l'atelier de présentation et de validation du manuel d'opérationnalisation du Guichet de transition agroécologique, des fiches de conseil en transition agroécologique et du manuel des mécanismes de subvention des équipements, matériels et d'aménagement agricole d'adaptation au changement climatique et d'agriculture intelligente face au climat.



Une vue de la table d'honneur

« Le guichet de transition agroécologique sera une aubaine pour le Cameroun avec la loi sur la déforestation dans l'espace de l'UE qui doit entrer en vigueur dès janvier 2024 ». C'est en ces mots, que Samuel Donatien Nengue, administrateur du Fonds de développement des filières cacao et café a salué la mise en place de ce nouveau mécanisme, dont l'objectif final est « non seulement de lutter contre les changements climatiques, mais également d'être compétitifs sur le marché international, à travers la commercialisation de produits respectant l'environnement ». Sur le marché international, il sera désormais difficile de commercialiser un certain nombre de produits, ne respectant pas des normes écologiques spécifiques dans son processus de

production. Selon la loi désormais sur la déforestation en vigueur, tout produit issu de celle-ci sera interdit d'accès sur le sol européen. Parmi les produits concernés par cette loi, figure le cacao. Cela sera donc préjudiciable au Cameroun, dans la mesure où l'espace européen représente l'un des premiers marchés d'exportation de cacao de notre pays, avec une enveloppe générée de 243 milliards de Fcfa pour l'année 2020.

L'implémentation du Guichet de transition agroécologique pour la filière cacao s'inscrit donc comme une urgence vitale pour le Cameroun. Pour rappel, ce nouveau mécanisme est soutenu par l'Union européenne et s'inscrit en droite ligne des « Cocoa talk », (rencontres entre l'Union Européenne et les pays producteurs de cacao qui permettent aux acteurs

de réfléchir autour de thématiques spécifiques au secteur). Président de cet atelier, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Gabriel Mbaïrobe, nourrit de grands espoirs en ce guichet : « la mise en place de ce guichet de transition est loin d'être une course à la productivité. Il valorise plutôt les acquis de la recherche agricole, pour une intensification durable, respectueuse de l'environnement et intégrant la notion de ceinture verte phytosanitaire ».

Aussi, le Minader a invité les participants à cet atelier, à travailler assidument pour diffuser le plus possible les fiches auprès des producteurs dans tous les bassins de production, afin qu'on puisse en voir l'implémentation, dès la prochaine campagne cacaoyère.

Yvan Njuplong

Ways Of Boosting Rice Production in Cameroon

■ *The Rice Value Chain Development Project (RVCDP) government action to curb the importation of Rice takeholders in the rice value chain reflected on ways to boost production and productivity during the second Steering Committee meeting of held on February 1 in Yaounde.*



The minister during his speech

The meeting was chaired by Gabriel Mbairrobe, the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER). Adolphe Lele L'Afrique, Vice President of the committee and the Presidents of the Regional Councils of the Far North, North West, and West regions also attended the meeting. Minister Mbairrobe highlighted the progress made in the Rice Value Chain Development Project since the previous steering committee meeting on January 19, 2023, notably, the project was officially launched on September 13, 2023 in Yaounde, making it fully operational. Adolphe Lele L'Afrique emphasized

that the Rice Value Chain Development Project will support the reconstruction process in the North West and South West Regions, alleviate poverty at the grassroots level and create job opportunities for the population.

On his part, Muluh Gregory Nguh, the National Coordinator of the RVCDP, mentioned that the project is jointly sponsored by seven donors, with the Islamic Bank for Arab Development being the main sponsor.

Other banks involved include the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), OPEC Fund, Kuwait Fund, Saudi Fund, Abu Dhabi Fund, and the government of Cameroon. The project

has a budget of 203,946,762 euros, equivalent to over FCFA 133 billion, and will run for a period of five years.

The project is being implemented in the North West, West, and Far North regions of Cameroon, with specific objectives of increasing rice production and productivity, improving smallholder farmers' income, strengthening human and social institutional capacity for promoting profitable rice production, and creating a favorable environment for agricultural enterprise. It is expected that the project will increase national rice production by 10% and generate over 250,000 jobs.

Heris Nange

Projet Plaine Centrale

Les populations du Mbéré, du Djérem et du Mbam et Kim adhèrent au Projet

■ La mission de haut niveau d'information, de sensibilisation et d'échanges effectuée à Meiganga, Tibati et Yoko les 23 et 24 juillet 2024 par une délégation de membres du Gouvernement conduite par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural aura permis de dissiper les inquiétudes et de susciter l'adhésion des leaders et des populations.



Photo de famille à Meiganga

Face aux appréhensions, supputations, incompréhensions, inquiétudes et préoccupations diverses et multifformes émanant des leaders d'opinion et populations des départements du Mbéré, du Djérem et du Mbam et Kim vis-à-vis du Projet Plaine Centrale mis sur pied par le Gouvernement camerounais, il était de bon ton pour ce dernier d'initier une descente sur le terrain à l'effet d'apporter le maximum d'éclairages possible sur cet autre Projet structurant qu'est le Projet Plaine Centrale; d'expliquer aux dites populations les tenants et les aboutissants dudit Projet ainsi que son bien-fondé tant pour elles-mêmes que pour l'économie nationale. C'est bien évidemment l'objet de la mission de haut niveau d'information, de sensibilisation et d'échanges, instruite par le président de la République et qu'a conduite les 23 et 24 juillet 2024 à Meiganga, Tibati et Yoko, le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Dé-

veloppement rural, Gabriel Mbairobe, qu'accompagnaient pour la circonstance son homologue des Forêts et de la Faune, Jules Doret Ndongo, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Forêts et de la Faune, Mme Koulsoumi Alhadji Boukar, M. Innoncent Ndilassi, secrétaire général du ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières, représentant le ministre Henri Eyebe Ayissi, le représentant du ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, les directeurs généraux de la MAETUR, du CENEEMA et de la SODEPA, entre autres. Les séances de travail y dédiées ayant eu pour cadre la salle des actes de l'hôtel de ville de Meiganga, la place de fêtes de Tibati et l'hôtel de ville de Yoko pleines à craquer, ont drainé autour du ministre de l'Agriculture et du Développement rural et sa suite un important parterre d'autorités et personnalités locales, d'opérateurs économiques, d'acteurs du secteur public et privé du monde rural,

d'élites et forces vives des départements concernés, d'élus du peuple, d'autorités traditionnelles et religieuses de la place.

L'on peut ainsi se réjouir du fait qu'au terme du message de circonstance délivré par le chef de mission, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural en l'occurrence, et qu'à l'issue du jeu de questions-réponses, des éclairages apportés respectivement par le représentant du ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières, le ministre des Forêts et de la Faune, entre autres, des échanges et débats francs, fort soutenus et surtout constructifs qui ont émaillé cette séance d'échanges, toute la lumière a été faite autour du Projet Plaine Centrale. Et mieux, que les principaux protagonistes, notamment les missionnaires du Gouvernement et les populations hôtes aient en fin de compte pu mieux se comprendre et s'accorder sur le bien-fondé de cet important projet structurant ce, à la



Photo de famille à Yoko

grande satisfaction des uns et des autres.

Un changement de paradigme s'imposait

L'agriculture portée jusque-là par nos petits producteurs nous a certes permis jusqu'alors de faire montre d'une certaine résilience. Malheureusement, dans le contexte actuel, elle ne peut plus nous permettre de dégager des marges de progression suffisantes pour subvenir aux besoins nutritifs des populations camerounaises sans cesse grandissantes et croissantes et, assurer les matières premières à nos agro-industries. C'est fort de cette situation qu'il s'est avéré plus qu'urgent de changer de paradigme comme le prescrivait d'ailleurs déjà le chef de l'Etat le 3 novembre 2011 à l'occasion de sa prestation de serment en ces termes : « parlant de l'agriculture au sens large, qui fait vivre la majeure partie de notre population, comme je l'ai dit à Ebolowa et à Maroua, nous devons faire notre « révolution agricole ». En stimulant toutes nos productions, nous assurerons non seulement notre sécurité alimentaire, mais aussi l'accroissement de nos exportations et la réduction de nos importations. Il nous faudra

pour cela sortir des sentiers battus, changer de méthodes et mettre en œuvre des moyens modernes ».

Force est donc de reconnaître que le changement de paradigme dont il est question aujourd'hui, doit se traduire par une agriculture moderne et compétitive, une intensification des moyens de production, toute chose qui n'est possible qu'à travers le développement des moyennes et grandes exploitations agricoles. C'est la raison d'ailleurs pour laquelle le Gouvernement camerounais, depuis 2012, a entrepris un vaste programme de constitution des réserves foncières et de leur sécurisation sur l'ensemble du territoire national. Le projet d'Aménagement de terres et d'installation des grands producteurs agricoles dans la Plaine Centrale est donc l'une des matérialisations concrètes et déjà palpables aujourd'hui, des engagements pris il y a belle lurette par le président de la République, Paul Biya. Le Projet d'aménagement des terres et d'installation des grands producteurs agricoles dans la Plaine Centrale, dans le corridor Batschenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Meiganga-Ngaoundéré, long de 584,8 km, qui s'articule autour de cinq axes d'intervention ou composantes susceptibles de répondre aux attentes

des parties prenantes, entend contribuer à l'amélioration de la compétitivité des filières agricoles à travers l'aménagement des terres et la modernisation des infrastructures de production. Conformément aux clauses consignées dans son cahier des charges, le Projet prévoit, entre autres, l'aménagement et la sécurisation de 400 000 hectares sur les 786 688 hectares potentiels identifiés; l'installation d'environ 200 grands producteurs autour desquels vont se greffer les exploitations familiales développées et performantes (agriculture, élevage, pêche et aquaculture) en vue de créer des emplois décents, d'augmenter les revenus en milieu rural; l'appui à la structuration des producteurs installés pour s'engager de manière concrète et donner un coup d'accélérateur à notre politique d'import-substitution; l'appui aux entrepreneurs agricoles installés pour favoriser le développement d'une agriculture répondant à l'approche « chaîne de valeurs » et s'assurer de la prise en compte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. On a noté la présence remarquable du ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi en tant qu'élite de Yoko.

Djaoudjaourou

SIAGROS 2024

Les industries Agro-Pastorales du Septentrion célébrées avec faste

■ Du 10 au 16 juin 2024, la ville de Garoua a accueilli ce grand rendez-vous qui a rassemblé des milliers d'acteurs du monde agro-pastoral. Ceux-ci, venus des trois régions septentrionales en particulier et du Cameroun en général, ont pu à travers des expositions, des opérations commerciales présenter et vendre leur savoir-faire aux différents investisseurs et spectateurs présents à l'esplanade du stade Roumdé Adjia, village de l'évènement.



Photo de famille

C'est une semaine que les acteurs du secteur agro-pastoral des trois régions septentrionales que sont l'Adamaoua, l'Extrême-Nord et le Nord n'oublieront pas de sitôt. Bien plus, l'évènement a retenti au-delà de ces régions, en faisant écho à travers le Cameroun tout entier. Durant sept jours, des institutionnels, des producteurs agricoles, des éleveurs, des acteurs du secteur piscicole, des instituts de formations, des acteurs de la filière phytosanitaire et des industriels ont eu l'occasion de présenter leurs services et de saisir de nombreuses opportunités, avec

la présence durant cet évènement d'envergure de nombreux investisseurs nationaux et internationaux. En ouvrant ce salon le 12 juin 2024, Gabriel Mbairobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural qui était accompagné pour la circonstance de son collègue de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales a salué les organisateurs pour cette initiative. Il a noté que celle-ci est salutaire pour le développement du monde rural, selon la vision du chef de l'État « le train de la modernisation est en marche, et porteur d'initiatives agricoles diverses. Si on peut dire

que beaucoup reste à faire, on ne saurait ne pas voir les nombreuses actions de l'État en faveur de la modernisation des outils de production, la transformation des produits locaux, l'exploitation judicieuse de nos vastes terres et bien évidemment, la maximisation de nos productions pour répondre efficacement à la demande de plus en plus croissante ». Il insiste d'ailleurs en disant que : « le SIAGROS, assurément, est le cadre par lequel on célèbre ce dynamisme de notre monde rural. Le SIAGROS, c'est aussi le cadre de réflexion pour doter tous les acteurs du domaine



Dr Abdoul-Nasser Ousmanou,
Commissaire Général du
SIAGROS 2024

agricole de meilleures conditions, afin qu'ils puissent être logés à bonne enseigne, en garantissant une sécurité alimentaire à notre pays ».

Le SIAGROS 2024 s'est donnée pour mission de créer une plateforme d'échanges et de réflexion pour tous les acteurs impliqués dans la pêche, l'élevage, et l'agriculture, afin de trouver des solutions innovantes et adaptées. L'une des initiatives phares promues lors de ce salon était l'incitation à la migration vers l'agro-industrie. Cette démarche vise à moderniser les pratiques agricoles et à augmenter la productivité tout en créant de nouveaux emplois. En outre, le salon a mis en avant la politique d'import-substitution, qui encourage la production locale pour réduire la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires. Ce concept est essentiel

pour renforcer l'économie locale et assurer une meilleure résilience face aux crises externes.

Le SIAGROS 2024 a également insisté sur la promotion de la consommation et la production locale. En valorisant les produits locaux, les organisateurs ont pu stimuler l'économie régionale et améliorer la qualité de vie des agriculteurs et des éleveurs. Ce salon est désormais un catalyseur de la transformation durable du secteur agro-pastoral. Le SIAGROS 2024 se distingue par un programme riche et diversifié, destiné à répondre aux besoins et aux attentes des acteurs du secteur agro-pastoral. L'événement comprenait des espaces d'exposition où plusieurs exposants présentaient leurs innovations et solutions, favorisant ainsi les échanges de bonnes pratiques et l'adoption de nouvelles technolo-

gies. En parallèle, des rendez-vous d'affaires ont été organisés et ont permis aux nombreux participants de nouer des partenariats stratégiques et d'explorer des opportunités commerciales.

Les conférences-débats étaient aussi nombreuses. Elles étaient des plateformes de discussion sur des sujets cruciaux tels que la transition vers l'agro-industrie et la politique d'import-substitution adoptée par le gouvernement. Ces échanges ont contribué à sensibiliser les acteurs à l'importance de ces évolutions pour assurer la compétitivité et la durabilité du secteur agro-pastoral au septentrion.

Des animations culturelles ont enrichi ce programme, mettant en lumière les traditions locales et favorisant un environnement convivial et propice aux échanges.

Yvan Njuplong

Bilinguisme officiel

Le Minader fait office d'exemple

■ *A l'occasion de la journée nationale du bilinguisme, le ministre Gabriel Mbairrobe a reçu un prix d'excellence, récompensant les efforts du Minader, en matière de promotion de la pratique effective des deux langues officielles que sont le français et l'anglais. Le prix lui a été remis par des représentants du Centre linguistique pilote.*

Chaque année, le premier vendredi du mois de février est consacré à la célébration de la journée nationale du bilinguisme. Héritages de la colonisation, le français et l'anglais qui sont les deux langues officielles du Cameroun sont définies par la constitution du 18 janvier 1996 comme « d'égale importance ». Au Minader comme dans plusieurs autres institutions, la célébration de ces deux langues chaque année est devenue une véritable tradition. En 2024, le thème retenu pour cette fête est « *Bilinguisme officiel : outil de communication autour des projets et programmes pour la mise en œuvre de la politique d'import-substitution* ». Ce thème est d'une pertinence particulière, dans la mesure où le Minader est engagé dans de nombreuses réformes en faveur de l'amélioration des conditions de vie et de production des agriculteurs en accord avec la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Le bilinguisme devra jouer un rôle majeur dans ce schéma, afin que les réformes engagées puissent toucher l'ensemble des camerounais. Comme chaque année, la journée nationale du bilinguisme a rassemblé le personnel du Minader autour de son ministre, dans un instant de réflexion, d'engagement et de célébration. C'était dans la salle des conférences de la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts.

Dans son mot de bienvenue, madame Biack Enyanyo, cheffe de la Cellule de traduction a présenté les réalisations du service qu'elle dirige au cours de l'année 2023, notamment la traduction de la majorité des documents dans les deux langues, le suivi de la pratique effective du bilinguisme dans tous les services. Elle a aussi prié le ministre Mbairrobe afin que des moyens plus considérables soient mis à la disposition



Le ministre Gabriel Mbairrobe recevant le Prix d'excellence du Centre Linguistique Pilote

de cette cellule, pour un travail plus efficient. Il s'agit de la mise en place d'un système de gestion de traduction et d'outils de traduction assistée par ordinateur ; la fourniture suffisante de matériel informatique et d'internet haut débit, mais surtout la mise en place d'un cadre de collaboration avec les services de traduction des projets et programmes du Minader aux fins d'harmonisation des terminologies relatives à l'agriculture et au développement rural.

Invité à faire une présentation sur la pratique du bilinguisme, le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage à travers son coordinateur national a mis en lumière la production des documents dans les deux langues, mais aussi les efforts de son personnel, dans les interactions avec les usagers.

Dans son discours, le Minader Gabriel Mbairrobe a promis de faciliter la mise à disposition de ces moyens le plus rapidement possible à la Cellule de traduction. Il a également salué les efforts quotidiens du personnel de ce ministère dans la

pratique du bilinguisme. Il a par la même souligné l'importance d'en faire davantage, pour une atteinte meilleure des objectifs de l'Etat du Cameroun dans le secteur agricole : « il est important pour nous qui sommes au contact de toutes les couches de la société, et tout particulièrement des populations à la base, de prendre toute la mesure de la contribution du bilinguisme officiel à la consolidation de l'intégration nationale, de la paix et du vivre-ensemble ». Il a aussi invité la grande famille agricole à « s'inscrire décidément dans la lutte contre les discours haineux ».

Récompensé par un prix d'excellence décerné par le centre linguistique pilote pour sa diligence à faciliter l'effectivité du bilinguisme dans le ministère dont il a la charge, Gabriel Mbairrobe a invité le personnel présent à « ne pas dormir sur ses lauriers », mais à « travailler inlassablement afin que la pratique du bilinguisme officiel devienne la chose la mieux partagée au Minader ».

Yvan Njuplong

Producers of the Cocoa and Coffee Sector Sort Ways of Optimizing Quality Production

■ Stakeholders involved in the development and production of cocoa and coffee in Cameroon recently convened to brainstorm ways to optimize the quality of these sectors within the country.



This workshop took place on December 27, 2023, in Yaounde and was chaired by the Minister of Agriculture and Rural Development, MINADER, Gabriel Mbairobe. The main focus of the workshop was the Assessment, Planning, Programming, Coordination, Consultation, and Supervision in the Operationalization of the Producers' Counter of the Cocoa and Coffee Industries Development Fund (FODECC). The Minister urged active participation from all attendees to evaluate the progress of activities undertaken by various structures associated with the FODECC Producers' Window. Referring to Order No. 068/PM of August 28, 2019, which outlines the

new national policy for granting agricultural subsidies, the Minister highlighted FODECC's collaboration with the European Union to establish the Guichet Producteurs. This initiative aims to directly finance cocoa and coffee producers and aligns with the government's strategy to boost production in these vital sectors. The primary objectives are to enhance the quantity and quality of production, ultimately improving the income of producers. The Minister emphasized that this endeavor significantly contributes to the realization of one of the pillars of the SND30, which focuses on the structural transformation of the economy through agricultural production development. This

aligns with the import-substitution policy advocated by His Excellency Paul BIYA, the President of the Republic.

Given the agreement signed on July 08, 2021, between MINADER and FODECC, the Minister underscored the need to ensure the success of the pilot phase of the Guichet Producteurs' operationalization. Consequently, the Minister has instructed the National Coordinator of the Program to consolidate and sustain the support of MINADER's contracting authorities. This will ensure efficient and coordinated contributions to the initiative's objectives.

Heris Nange



SODECOTON



Société de Développement du Coton du Cameroun

*Le MINADER et La SODECOTON, résolument tournés vers
l'agriculture de seconde génération, pour un développement durable.*



Siège social: GAROUA
Tél: (237) 22 27 10 80
Fax: (237) 22 27 17 27

Délégation: YAOUNDE
Tél: (237) 22 20 19 72
Fax: (237) 22 20 19 72

Délégation: DOUALA
Tél: (237) 699 99 66 94
Fax: (237) 33 42 46 03

Correspondant en FRANCE
Tél: 01 42 99 53 00
Fax: 01 43 59 54 54
Tél: 644829 5

Stakeholders Urged to Implement Good Agricultural Practices to Boost Yields

■ Stakeholders, particularly those involved in the cocoa sector, have been urged to implement good agricultural practices in order to enhance yield production.



A view of the participants in the workshop

This is outcome of a consultative workshop on the implementation of good agricultural practices in training units. The workshop was chaired by Odoa Manga Tobie Inspector General for Agricultural Development in the Ministry of Agriculture and Rural Development, MINADER.

While opening the workshop, the Inspector General for Agricultural Development stated that this initiative represents a significant milestone for Cameroon in terms of providing local support to cocoa producers. He indicated that this comes at a time when sustainability and traceability issues are central to ongoing discussions and challenges.

Emphasizing the pressing need to assist producers in meeting these

requirements, he also highlighted the importance of collaborative efforts to overcome any obstacles hindering implementation.

“...Borrowing the words of our illustrious leader, His Excellency Paul BIYA, in his December 31, 2023 address to the nation, I quote: “Together, like the united and cohesive Nation we have always been, our eyes riveted on one objective, the only one that matters: progress”, I would add, and in this regard, we call on all players in the production chain to rise to the challenge of optimizing the production potential of the existing 600,000 hectares of cocoa orchards, two-thirds of which are aging and no longer very productive, in order to provide an adequate response to the vast task of building a sustain-

nable cocoa production approach,” the Inspector General for Agricultural Development said.

He urged stakeholders to maintain their focus on increasing the average yield from 400kg/ha to a minimum of 1 tonne/ha, a target deemed attainable through the efforts of IRAD and CICC.

On June 14, 2023, Cameroon will join the exclusive group of “fine cocoa” producers recognized by the International Cocoa Organization (ICCO). This achievement is a result of the collaborative efforts of MINCOMMERCE and the establishment of centers of excellence, which have been initiated under the guidance of the Head of State. These centers will showcase the distinct local flavors and tastes of our cocoa.

Heris Nange